

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'aérodrome
BP 40137
59303 Valenciennes

Valenciennes, le 23/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/09/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SEVELNORD

BP 10

59111 Lieu-Saint-Amand

Références : V2.2024.269

Code AIOT : 0007001055

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/09/2024 dans l'établissement SEVELNORD implanté ZI N° 3 BP 10 59111 Lieu-Saint-Amand. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'inscrit dans le cadre de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 03/05/2024, afin de vérifier que les actions, demandées dans le cadre de cet arrêté, ont effectivement été mises en œuvre.

En effet, lors de la visite d'inspection du 14/11/2023, l'inspection avait constaté les écarts suivants au regard du règlement REACH n°1907/2006 relatif à l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances :

- l'exploitant utilise sur site des produits chimiques contenant des substances extrêmement préoccupantes au regard du règlement européen et l'une des substances utilisée sur le site était répertoriée à l'annexe XVII du règlement REACH instituant des restrictions sur les

produits contenant cette substance. L'exploitant n'avait pas connaissance de ces restrictions ;

- la dernière fiche de données de sécurité (FDS) enregistrée et validée dans l'outil interne de l'exploitant pour le produit Ecocool Cat+ était la version 2.0 du 18/05/2015 alors que la dernière version à jour de cette fiche de données de sécurité est la version 6.2 du 7 juillet 2022 ;
- l'exploitant n'était pas en mesure de fournir au service d'inspection les dates de fin d'utilisation de deux produits chimiques inscrits à l'annexe XIV et utilisés sur le site antérieurement ;
- un produit chimique était présent sur site (CH-LUB 60) sans que l'exploitant n'en ait connaissance, la FDS de ce produit n'était pas disponible sur site et ce produit venait en remplacement d'un produit connu contenant des substances préoccupantes.

En lien avec ces écarts, l'inspection avait proposé à Monsieur le préfet un arrêté de mise en demeure de respecter les dispositions des articles 36.1, 37.6 et 67.1 du règlement européen n°1907/2006 qui a été signé le 03/05/2024. Le détail des actions demandées et prises par l'exploitant sont explicitées dans ce présent rapport.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SEVELNORD
- ZI N° 3 BP 10 59111 Lieu-Saint-Amand
- Code AIOT : 0007001055
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SEVELNORD assemblait depuis 1994 des monospaces et fourgons et depuis 2006 des véhicules «combis». La fabrication de véhicules monospaces a été arrêtée en juin 2013. La production s'articule autour de trois ateliers :- l'atelier «Ferrage» pour l'assemblage des pièces de carrosserie à partir des pièces embouties achetées,- l'atelier «Peinture» pour les opérations de protection et de revêtement des caisses,- l'atelier «Montage» pour l'assemblage des équipements et organes mécaniques sur le véhicule.L'établissement a été initialement autorisé par un arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter délivré en date du 11 janvier 1993 modifié à plusieurs reprises. Les modifications des installations en 2019 dans le cadre du projet dénommé «compactage» sont réglementées au travers de l'arrêté préfectoral complémentaire du 17/12/2019. L'activité menée sur le site relève principalement des rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement suivantes :- 3260 : Traitement de surface de métaux ou de matières plastiques par un procédé électrolytique ou chimique sous le régime de l'autorisation ; - 3670 : Traitement de surface de matières, d'objets ou de produits à l'aide de solvants organique sous le régime de l'autorisation ; - 2921-1 : Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle sous le régime de l'enregistrement ; - 2940-21 : Application, cuisson, séchage de vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. sous le régime de l'enregistrement ; - 4331-2 : Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 sous le régime de l'enregistrement.Les activités du site relèvent de la directive 2010/75/UE sur les émissions industrielles, dite directive IED.

Contexte de l'inspection :

- Inspection spécialisée produits chimiques
- Récolement

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- REACH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
7	Schémas des circuits d'eaux	Arrêté Préfectoral du 11/01/1993, article 3.3.6	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Arrêté Préfectoral de Mise en Demeure du 03/05/2024	AP de Mise en Demeure du 03/05/2024, article 1	Levée de mise en demeure
2	Arrêté Préfectoral de Mise en Demeure du 03/05/2024	AP de Mise en Demeure du 03/05/2024, article 1	Levée de mise en demeure
3	Arrêté Préfectoral de Mise en Demeure du 03/05/2024	AP de Mise en Demeure du 03/05/2024, article 1	Levée de mise en demeure
4	Arrêté Préfectoral de Mise en Demeure du 03/05/2024	AP de Mise en Demeure du 03/05/2024, article 1	Levée de mise en demeure
5	Arrêté Préfectoral de Mise en Demeure du 03/05/2024	AP de Mise en Demeure du 03/05/2024, article 1	Levée de mise en demeure
6	GIDAF	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection est revenue sur les points de contrôle de la visite du 14/11/2023 en lien avec la réglementation européenne REACH sur les produits chimiques, afin de constater les évolutions depuis la dernière inspection. L'exploitant semble avoir pris en main ces sujets et a mené plusieurs actions afin de se mettre en conformité.

Au regard des constats réalisés durant cette présence visite d'inspection, il est proposé de ne pas

engager de suites administratives et d'abroger l'arrêté de mise en demeure du 03/05/2024.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Arrêté Préfectoral de Mise en Demeure du 03/05/2024

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 03/05/2024, article 1
Thème(s) : Produits chimiques, Suite inspection du 14/11/2023
Prescription contrôlée : La Société Européenne des Véhicules Légers du Nord (SEVELNORD), dont le siège social sis 2 Boulevard de l'Europe 78300 POISSY est mise en demeure, pour son établissement situé Zone Industrielle n°3 - 59111 LIEU-SAINT-AMAND, de respecter dans un délai de 15 jours pris à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions des articles 36.1, 37.6 et 67.1 du règlement européen n°1907/2006 du 18 décembre 2006 relatif à l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances en : - prenant connaissance des restrictions listées à l'annexe XVII concernant les substances contenues dans le produit NS20 d'après sa Fiche de Données de Sécurité et en mettant en œuvre les conditions prévues par ces restrictions ; [...]
Constats : Le produit NS 20 est un lubrifiant adhérent pour chaînes et utilisé notamment en maintenance, pour ses outils, par l'exploitant. L'exploitant a informé l'inspection que ce produit NS 20 est effectivement concerné par 3 conditions de limitations relatives à l'annexe XVII du règlement REACH. Cela a été confirmé par le fournisseur du produit. Les trois conditions de limitation sont déclenchées par la présence d'hydrocarbures répondant à la classe de danger 3.10. Ce produit ne peut donc être utilisé : dans des articles décoratifs destinés à produire des effets de lumières ou de couleurs, ni dans des farces et attrapes, ni dans des jeux. Ce produit n'est pas utilisé dans les cadres précités. L'exploitant a pris connaissance des substances assurant la composition du produit NS 20, ainsi que la FDS associée, et a confirmé l'utilisation du produit conformément aux préconisations du fournisseur. L'exploitant a également indiqué à l'inspection ne plus utiliser ce produit. L'inspection s'est rendue dans le magasin où sont stockés ces produits (sous forme d'aérosols) et a constaté que le stock sur l'outil informatique de gestion du magasin était à 0. Par ailleurs, l'armoire, dans laquelle sont stockés les aérosols, ne contenait pas ce produit le jour de la visite d'inspection. A ce jour, il n'est pas prévu l'utilisation de ce produit. L'inspection considère que ce point de l'arrêté préfectoral de la mise en demeure peut être levé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Arrêté Préfectoral de Mise en Demeure du 03/05/2024

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 03/05/2024, article 1
Thème(s) : Produits chimiques, Suite inspection du 14/11/2023
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La Société Européenne des Véhicules Légers du Nord (SEVELNORD), dont le siège social sis 2 Boulevard de l'Europe 78300 POISSY est mise en demeure, pour son établissement situé Zone Industrielle n°3 - 59111 LIEU-SAINT-AMAND, de respecter dans un délai de 15 jours pris à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions des articles 36.1, 37.6 et 67.1 du règlement européen n°1907/2006 du 18 décembre 2006 relatif à l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances en : [...]</p> <p>- mettant à jour son état des stocks des produits chimiques présents sur site afin d'y intégrer le produit chimique détecté dans son magasin et inconnu de ses services environnementaux (CH-LUB 60) et en mettant en œuvre les mesures de maîtrise des risques afférentes à ce produit ; [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection du 14/11/2023, l'inspection avait constaté la présence d'un produit aérosol lubrifiant : le CHLUB 60 de la marque AFER dans le magasin. A l'exception des magasiniers, personne sur le site n'avait connaissance de la présence de ce produit. La FDS n'avait pu être présentée.</p> <p>L'exploitant a confirmé qu'il s'agissait d'un produit directement concurrent au NS20 qui avait été acheté en lieu et place du NS20, en utilisant la même référence du produit NS20.</p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection la FDS de ce produit CH LUB 60. Ce dernier ne contient pas de substance soumise à restriction selon l'annexe XVII du règlement REACH.</p> <p>Cependant, dans l'attente de l'approbation du service prévention, ce produit a été retiré du magasin et est interdit à la commande. Un message apparaît lorsqu'un acheteur tente de s'approvisionner en NS20 ou en CH-LUBB (ce dernier n'étant pas répertorié du tout). L'inspection a constaté l'absence de ce produit dans l'armoire du magasin stockant les aérosols.</p> <p>L'exploitant a également indiqué à l'inspection faire des "audits" ou "vérifications instantanées" dans les stocks du magasin et de cette armoire contenant les aérosols, afin de vérifier si les produits présents sont connus du service prévention et disposent d'une fiche de données de sécurité à jour, ainsi qu'une fiche utilisateur associée (à jour également).</p> <p>L'inspection considère que ce point de l'arrêté préfectoral de la mise en demeure peut être levé.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 3 : Arrêté Préfectoral de Mise en Demeure du 03/05/2024

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 03/05/2024, article 1
Thème(s) : Produits chimiques, Suite inspection du 14/11/2023
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La Société Européenne des Véhicules Légers du Nord (SEVELNORD), dont le siège social sis 2 Boulevard de l'Europe 78300 POISSY est mise en demeure, pour son établissement situé Zone Industrielle n°3 - 59111 LIEU-SAINT-AMAND, de respecter dans un délai de 15 jours pris à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions des articles 36.1, 37.6 et 67.1 du règlement européen n°1907/2006 du 18 décembre 2006 relatif à l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances en : [...]</p>

<p>l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances en : [...] - mettant en œuvre des actions visant à garantir l'absence de produits chimiques sur site sans qu'ils ne soient connus de l'exploitant ; [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué à l'inspection faire des "audits" ou "vérifications instantanées" dans les stocks du magasin et de l'armoire du magasin contenant les aérosols, afin de vérifier si les produits présents sont connus du service prévention et disposent d'une fiche de données de sécurité à jour, ainsi que d'une fiche utilisateur associée (à jour également).</p> <p>L'inspection a pu constater la présence d'une checklist sur l'armoire, datée du mois d'août 2024, indiquant que l'inventaire avait été vérifié (la checklist contenait également des items tels que l'incompatibilité des produits, l'existence de FDS, qui ont aussi fait l'objet d'une vérification...). L'exploitant a également rappelé aux acheteurs, qu'aucun nouveau produit ne peut être acheté sans que ce dernier n'ait été "approuvé" par le service prévention qui doit étudier la FDS et éditer une fiche utilisateur pour tout nouveau produit.</p> <p>L'inspection considère que ce point de l'arrêté préfectoral de la mise en demeure peut être levé.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Levée de mise en demeure</p>

N° 4 : Arrêté Préfectoral de Mise en Demeure du 03/05/2024

<p>Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 03/05/2024, article 1</p>
<p>Thème(s) : Produits chimiques, Suite inspection du 14/11/2023</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La Société Européenne des Véhicules Légers du Nord (SEVELNORD), dont le siège social sis 2 Boulevard de l'Europe 78300 POISSY est mise en demeure, pour son établissement situé Zone Industrielle n°3 - 59111 LIEU-SAINT-AMAND, de respecter dans un délai de 15 jours pris à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions des articles 36.1, 37.6 et 67.1 du règlement européen n°1907/2006 du 18 décembre 2006 relatif à l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances en : [...]</p> <p>- mettant en œuvre des actions visant à garantir que les Fiches de Données de Sécurité détenues pour chaque produit de son site correspondent à la dernière version à jour de ces documents et que les mesures de maîtrise des risques afférentes à ces documents soient mises en œuvre ; [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué à l'inspection avoir réalisé un important travail de mise à jour des fiches de données de sécurité (FDS), ainsi que la mise à jour des fiches utilisateurs (FU), qui sont des FDS simplifiées disponibles sur le lieu de travail.</p> <p>L'exploitant a recensé l'ensemble des FDS datant de plus de 4 ans, environ 300 fiches, et s'attache à récupérer la dernière version, en français, de la FDS à l'aide du service "achat" ou directement avec le fournisseur en fonction des produits. La fiche utilisateur est également mise à jour dans un temps contraint.</p> <p>L'objectif, pour l'exploitant, est de mettre à jour l'ensemble des fiches (environ 200 restant) d'ici la fin de l'année 2024.</p>

En lien avec le point de contrôle précédent, des inventaires ou vérifications instantanées sont régulièrement réalisées afin de vérifier la présence et la mise à jour de ces FDS.
L'inspection considère que ce point de l'arrêté préfectoral de la mise en demeure peut être levé.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 5 : Arrêté Préfectoral de Mise en Demeure du 03/05/2024

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 03/05/2024, article 1

Thème(s) : Produits chimiques, Suite inspection du 14/11/2023

Prescription contrôlée :

La Société Européenne des Véhicules Légers du Nord (SEVELNORD), dont le siège social sis 2 Boulevard de l'Europe 78300 POISSY est mise en demeure, pour son établissement situé Zone Industrielle n°3 - 59111 LIEU-SAINT-AMAND, de respecter dans un délai de 15 jours pris à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions des articles 36.1, 37.6 et 67.1 du règlement européen n°1907/2006 du 18 décembre 2006 relatif à l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances en : [...]

- mettant en œuvre des actions visant à garantir que les produits chimiques contenant des substances listées à l'annexe XIV du règlement REACH ne sont effectivement plus présents sur site et que les informations concernant ces produits chimiques sont conservés pendant une durée de 10 ans à compter de leur date de dernière utilisation.

Constats :

Lors de l'inspection du 14/11/2023, il avait été constaté que le site a utilisé, par le passé, au moins l'une des deux substances suivantes, inscrites à l'annexe XIV du règlement REACH :

- le 2-(2H-benzotriazole-2-yl)-4,6-ditertpentylphénol (N° CAS 25973-55-1) : cette substance était contenue dans un produit utilisé sur site à partir du 05/07/2015 et qui, d'après les déclarations de l'exploitant, n'est plus utilisé sur site. Le produit a été archivé sur l'outil CHEMA (Chemical Health Environment Management Application), mais lors de la visite, aucune date d'archivage ni aucune date de fin d'utilisation n'étaient indiquées pour cette substance. D'autre part, l'exploitant n'a pas été en mesure de retrouver le produit utilisé sur site dans lequel était contenue cette substance ;
- le Triton X-100 : cette substance était contenue dans un produit utilisé sur site par le passé et qui, d'après les déclarations de l'exploitant, n'est plus utilisé sur site. Le produit a été archivé sur l'outil CHEMA, mais lors de la visite, aucune date d'archivage ni aucune date de fin d'utilisation n'étaient indiquées pour cette substance. D'autre part, l'exploitant n'a pas été en mesure de retrouver le produit utilisé sur site dans lequel était contenue cette substance.

L'exploitant n'avait pas été en mesure, lors de cette précédente inspection, de retrouver les informations archivées sur ces substances.

Pour suivre les produits chimiques présents sur ses sites à l'échelon national, l'exploitant utilise l'outil CHEMA (Chemical Health Environment Management Application). Cet outil dispose d'un onglet "Archive" dans lequel les substances précitées ont pu être retrouvées. Ces "archives" informatisées ont été présentées à l'inspection le jour de la visite.

<p>La première substance était présente dans le produit ROTABOND 2000 black 34452 et a été archivée le 27/10/2023. Il s'agissait d'un agent d'étanchéité. L'exploitant a indiqué à l'inspection que ce produit ne se trouve plus sur le site.</p> <p>La seconde substance était présente dans le produit "OPTIMUM RESULT STM A reference filling solution" et a été archivée le 26/05/2015. Il s'agissait d'un réactif de laboratoire. L'exploitant a indiqué à l'inspection que ce produit ne se trouvait plus sur le site.</p> <p>L'inspection considère que ce point de l'arrêté préfectoral de la mise en demeure peut être levé.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 6 : GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Transmission des données
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet.</p> <p>La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté que les résultats de la surveillance des milieux aquatiques étaient enregistrés sous GIDAF.</p> <p>L'inspection a profité de la présente visite d'inspection pour vérifier le nom des rejets indiqués sous GIDAF par rapport à ceux indiqués dans l'arrêté préfectoral. Une uniformisation des noms des rejets est prévue par l'inspection.</p> <p>Ainsi les 4 rejets contrôlés sous GIDAF sont :</p> <p>OA403795 n°1 eaux pluviales sud P4 - Ce point de rejet correspond à l'émissaire 2 (eaux pluviales Sud) et au point P4, situé en aval du raccordement des deux bassins de régulation et de rétention des eaux d'incendie ;</p> <p>OA403795 n°1 eaux pluviales nord P5 - Ce point de rejet correspond à l'émissaire 1 (eaux pluviales Nord) et au point P5, en aval du dispositif de traitement et du bassin d'orage ;</p> <p>OA403796 n°2 eaux usées - Ce point semble correspondre au point de contrôle P1 (en sortie de l'unité de prétraitement de la ligne 1) ;</p> <p>N°3 eaux usées - Ce point de rejet correspond à l'émissaire 3 (Eaux usées domestiques et industrielles).</p> <p>L'inspection va procéder à la modification du cadre GIDAF afin de rendre les noms des rejets cohérents avec les noms issus des arrêtés préfectoraux applicables au site. De plus le volume moyen journalier maximal indiqué sous GIDAF pour le point P4 est erroné (540 m³/j indiqué sous</p>

GIDAF) et ne correspond pas à la prescription de l'article 3.4.5.3 de l'APA du 11/01/1993 (1000 m ³ /j par temps sec et 1080 m ³ /j par temps de pluie avec une moyenne mensuelle de 600 m ³ /j).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Schémas des circuits d'eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/01/1993, article 3.3.6
Thème(s) : Risques chroniques, Effluents collectés
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour des schémas des circuits d'eaux faisant apparaître les sources, les débits et qualités, la circulation, les dispositifs d'épuration et les rejets des eaux de toute origine. Ce schéma est tenu à la disposition de l'Inspecteur des Installations classées ainsi que du service d'Incendie et de secours</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a pu consulter le synoptique des circuits d'eau du site. Postérieurement à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis, le 17/09/2024, un plan des réseaux "eaux usées" faisant apparaître le sens de circulation, les dispositifs d'épuration et les rejets P1 et P3. Cependant, les autres points de contrôle et de rejet ne figurent pas sur le plan transmis.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre un (ou plusieurs) plan(s) sur lesquels figurent l'ensemble des points de contrôle et de rejets des eaux de toute nature. Le plan réseaux "eaux pluviales" devra également être transmis (si non intégré aux plans précédents).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois